

Mercredi 18 mai 1994 - Conseil des Ministres

Communication du ministre des affaires étrangères sur la situation internationale.

(...)

Au Rwanda le mot de génocide n'est pas trop fort. Il y a eu des centaines de milliers de morts et les réfugiés se comptent par millions. La France a condamné sans ambiguïté les violations des droits de l'homme, a renouvelé sa demande de cessez-le-feu immédiat et l'application des accords d'ARUSHA. La France a également appelé les Etats voisins à allier leurs efforts pour aider à une solution.

Le conseil de sécurité de l'ONU a voté une résolution prévoyant la création d'une force d'interposition internationale de 5 500 hommes. La France est prête à participer à l'équipement d'un contingent africain.

Nous avons également décidé d'intensifier notre aide humanitaire acheminée par un pont aérien, d'accorder une aide particulière aux réfugiés au Burundi et en Tanzanie et enfin d'augmenter notre aide aux organisations non gouvernementales.

Le Président, après avoir parlé de la Bosnie-Herzégovine :

« A propos du Rwanda, des organisations non gouvernementales ont mis en cause la responsabilité de la France. Le Rwanda est une ancienne colonie belge qui s'est, il est vrai, rapproché de la France et fait partie de la communauté francophone. C'est la France qui a obtenu les accords d'Arusha, lesquels ont été respectés jusqu'à ce que l'attentat contre le président du Rwanda déclenche la violence. C'est la France qui a obtenu du conseil de sécurité de l'ONU la création d'une force d'interposition. C'est la France qui a assuré l'évacuation de la population européenne du Rwanda. Un communiqué a été publié qui récapitule tous les aspects de notre action et les dernières mesures, très importantes, qui ont été décidées.

Il est nécessaire que la force d'interposition de l'ONU soit composée de contingents en provenance d'Etats africains. Mais la France est prête à assurer un soutien logistique.

Il y a un intérêt national à ce que sur ces deux sujets le Gouvernement se fasse entendre et fasse comprendre la position qu'il partage avec le Président de la République. Il faut se montrer offensif face à des accusations injustes ».